

BOUMERDÈS

# La grève des enseignants du secondaire massivement suivie

**Les enseignants affiliés au Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) radicalisent leur mouvement de protestation.**

«Nous sommes prêts à subir des privations, voire à devenir des chômeurs pour préserver notre dignité», disent unanimement les grévistes du lycée Franz-Fanon de Boumerdès qui ont suivi massivement le mot d'ordre de grève à l'appel de leur organisation.

Le chef de la section syndicale du lycée en question, entouré de ses collègues professeurs, nous montre le PV élaboré à l'issue de l'assemblée générale qui s'est déroulée en ce premier jour d'arrêt de travail de deux journées. Les enseignants grévistes de cet établissement font cinq propositions qu'ils soumettent à leurs responsables syndicaux pour la suite et le renforcement de la protestation.

Les plus optimistes appellent à une grève cyclique de huit jours par mois. Cependant, il y a un grand nombre de protestataires qui préconisent une grève illimitée qui sera précédée par trois grèves de 10, 15 et 20 jours. Cette radicalisation est recommandée par l'ensemble de la base syndicale du Cnapest de la

wilaya de Boumerdès où, rappelle le coordinateur de wilaya, M. Salhi Abderrezak, l'arrêt de travail est suivi par 85% des enseignants. «Sur 30 établissements, 29 sont en grève», nous déclare ce dernier qui précise que sur un effectif de 1 348 enseignants que compte la wilaya de l'ex-Rocher noir, plus de 1 100 d'entre eux sont syndiqués au sein du Cnapest. La grève de ce lundi révèle au moins une chose : ceux qui comptaient en effet sur l'usure du temps et les récurrentes ponctions qui amputent lourdement les salaires de fonctionnaires grévistes pour venir à bout de la ténacité de ces derniers pour faire aboutir leurs revendications seront, à coup sûr, très déçus.

Décidément, les enseignants sont devenus un os dans la gorge du gouvernement. Ni les menaces de l'administration ni l'excès de zèle de certains responsables locaux n'ont produit d'effet de peur chez ces fonctionnaires. Il est clair, et c'est le sentiment général que nous avons décelé chez les éducateurs des



Photo : Samir Sid

Bien décidés à aller jusqu'au bout de leur revendication.

lycées, du moins ceux de la wilaya de Boumerdès, que ces derniers ne sont pas disposés par ailleurs à lâcher prise en ce qui concerne leurs revendications : «Nous attendons toujours de voir le statut particulier promis pour juillet. En matière d'attribution de diverses indemnités complémentaires, elles sont paradoxalement calculées sur la base de l'ancienne grille des salaires, ce qui nous sanctionne. Au minimum le ministère aurait pu, dans l'urgence et de manière transitoire, calculer ces compensations sur la base de l'actuelle grille des salaires», nous a dit Boudiba Messaoud chargé de l'information au bureau

national du Cnapest. Il y a lieu de rappeler tout de même que l'augmentation salariale consentie depuis janvier 2007 n'agréé pas ce syndicat.

Pour le Cnapest, le point de référence pour toute négociation salariale est un revenu mensuel avoisinant les 100 000 DA pour les professeurs des lycées. Ce chiffre a été estimé, par le Cnapest, à partir des paramètres de calcul du coup de la vie dans notre pays. Ce montant ne couvre que l'acquisition du strict minimal notamment en produits alimentaires pour une famille moyenne algérienne.

Abachi L.

VIOLENCE CONTRE LES ÉLÈVES

## Un parent dénonce

**Le père d'un d'élève du lycée Laïd-El-Khalifa de la ville de Boumerdès s'est présenté à notre bureau pour dénoncer et porter devant l'opinion publique la violence dont a été victime son fils.**

Il nous a montré comme preuves une serviette en papier tachée de sang et remis la copie d'un certificat médical descriptif mentionnant une plaie au poignet de son fils. «Ma démarche n'est nullement motivée par l'esprit de revanche contre cet enseignant mais je dénonce l'agression dont a fait l'objet mon fils. Par ailleurs, je me réserve le droit de

déposer une plainte», nous a-t-il déclaré. Il a en outre remis au chef de l'établissement une lettre dans laquelle il fustige le professeur, qui, selon lui, a infligé une humiliation à son gosse devant ses camarades de classe. Il qualifie cet acte d'inacceptable.

«Ce professeur n'a aucun droit de lever sa main sur mon fils. Ce temps est révolu. Au cas où celui-ci (le fils) aurait fauté, le règlement intérieur que j'ai lu et signé s'appliquait dès lors sur lui», écrit-il. Contacté par nos soins, le directeur du lycée nous dit qu'il est contre les sanctions corporelles. Il a cependant défendu l'enseignant. «Il a 20 ans d'expérience dans ce domaine. Ce n'est pas une

personne qui s'emporte facilement», dit-il au téléphone. Cependant, il a laissé entendre que c'est le lycéen qui est fautif dans cette affaire. Par contre, quand nos questions sont devenues insistantes pour savoir par exemple qui — de l'enseignant ou de l'élève — est parti vers l'autre, le directeur a fini par lâcher : «Vous cherchez trop à comprendre, alors écrivez ce que vous voulez !» C'est connu, dans la wilaya de Boumerdès, la violence dans les établissements scolaires n'est pas un secret de Polichinelle et les affaires vécues par certains (enseignants ou élèves) ont été vite étouffées.

A. I.

GHOLAMALLAH À AÏN-DEFLA

## «Ils veulent nous remettre sous le joug du colonialisme... !»

**Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs était, dimanche dernier, dans la wilaya de Aïn-Defla où il a présidé, au niveau de l'Institut islamique, non encore inauguré, flambant neuf, la cérémonie de distribution des sommes collectées dans le cadre du Fonds de la zakat.**

Avant de procéder à la distribution d'une enveloppe de 2,953 milliards de centimes dont 1,520 milliard provenant de son secteur à 54 mosquées qui se partagent cette enveloppe, 8 de ces mosquées se sont vu allouer des enveloppes allant de 40 à 400 millions, comme c'est le cas de la mosquée Tarik Ibn-Ziad. Le ministre a pris la parole devant une assistance composée d'imams et de présidents d'associations des mosquées concernées.

M. Gholamallah a dans son allocution souligné «le rôle éminentement important joué pas les mosquées et autres zaouias qui

ont contribué à la résistance spirituelle contre l'idéologie de l'occupant, qui ont semé dans le cœur des Algériens l'amour de la patrie, de la ouma, de la langue arabe». Après ce bref rappel, le ministre s'est attaqué aux ennemis des constantes nationales en déclarant : «Ils veulent qu'on s'arrête de construire des mosquées, qu'on se désolidarise des pays arabes» sans toutefois nommer ces «ennemis». Ajoutant que ces derniers «veulent nous remettre sous la coupe du colonialisme». Après quoi, le ministre a distribué des enveloppes à 8 porteurs de projets de micro-entreprises. Il s'agit sur-

tout d'artisans qui ont reçu des chèques dont le montant de crédit va de 13 à 15 millions de centimes. A noter aussi qu'en début de matinée M. Gholamallah a visité les chantiers de restauration de la zaouia de Si Belhadj, à Akib, commune situé à 15 km à l'est de Aïn-Defla. En plus de la restauration de la zaouia où est enterré le chef de la zaouia décédé en 1966, le ministre, en compagnie du wali et du P/APW, a visité le chantier de construction de la mosquée qui a bénéficié d'un montage financier (wilaya, collectivités locales, dons anonymes et collecte), estimé à 1,4 milliard de centimes. Cette mosquée une fois achevée est estimé à quelque 5,2 milliards de centimes. Toujours à Arib, la délégation officielle a visité le chantier de construction une école coranique sur le bud-

get de la wilaya, qui est de 1,125 milliard de centimes.

Il faut dire que la zaouia a acquis au fil des décennies une renommée qui dépasse largement les frontières de la région, à l'image de celles encore anciennes de Bourached et Sidi Bencherki à El- Attaf.

Lors d'un point de presse, le ministre n'a pas désigné nommément ces ennemis de la langue arabe ni ceux qui s'opposent à la construction des mosquées, se contentant d'orienter les présents vers les journaux pour identifier les parties incriminées. Cependant, au sujet de la grande mosquée dont la construction a été décidée par le président de la République, le ministre dira que les travaux de terrassement débiteront le 1<sup>er</sup> novembre prochain.

Karim O.

LAGHOUAT

## Plusieurs nouvelles ZET programmées

Plusieurs zones touristiques (ZET) ont été retenues au niveau des différentes régions de la wilaya de Laghouat pour la réalisation d'une série d'opérations de développement touristique, a-t-on appris lundi auprès du directeur du tourisme (DT) de la wilaya. Première du genre au niveau de la wilaya, la délimitation de ces ZET au niveau des régions de Laghouat, Aflou et Aïn-Madhi s'est assignée, entre autres objectifs, la promotion du tourisme, l'encouragement des opérateurs à investir dans le tourisme par la mise en œuvre de mesures incitatives, a-t-il précisé.

Pour ce faire, les services de la Direction du tourisme ont mis en place, sous l'égide du ministère de tutelle, un plan directeur touristique et des cartes et autres croquis à vocation touristique.

Le premier responsable du tourisme a fait part, dans ce cadre, que son secteur s'est doté depuis 2006 d'une enveloppe financière de 100 millions de dinars destinée à la réalisation d'une série d'opérations de développement. Elles portent notamment sur la mise au point d'une étude technique de deux plans directeurs de tourisme, la création de ZET, l'inscription d'un projet de centre d'information et d'orientation d'une surface de 2,600 m<sup>2</sup> à être réceptionnée en 2009.

Selon le DT de Laghouat, d'autres structures viennent s'ajouter à ces projets et consistent en la réalisation d'un hôtel dans la commune d'Aïn-Madhi qui sera opérationnel l'année prochaine, de deux autres structures hôtelières privées à Laghouat et Aflou d'une capacité d'accueil globale de 135 lits pour un montant d'investissement de 60 millions et 200 millions de dinars respectives.

La wilaya de Laghouat possède de grands atouts touristiques, dont les vieux ksour, sites et vestiges archéologiques et historiques, en plus d'anciens lieux cultuels.

MOSTAGANEM

## 2 morts et 20 blessés graves dans un accident de la circulation

Trois personnes sont mortes et 20 autres ont été grièvement blessées dans un accident de la circulation survenu lundi dernier au niveau du chemin de wilaya reliant Oued El-Kheir à Aïntedlès (Mostagnem), a-t-on appris de la direction de la Protection civile.

Cet accident a été provoqué par le dérapage d'un véhicule de transport en commun qui a fini sa course dans un ravin, à proximité des villages d'Ouled-Bouras (Aïntedlès). Les victimes sont âgées de 38 à 81 ans.

Les 20 personnes atteintes de blessures graves ont été transférées vers l'hôpital d'Aïntedlès, selon un bilan préliminaire établi par les mêmes services. Les services de la Gendarmerie nationale de cette daïra ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de l'accident.

APS